

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 28/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INTEREP

11 rue de l'industrie
43110 Aurec-sur-Loire

Références : 30/05/2024_INTEREP_Leers
Code AIOT : 0007003222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement INTEREP implanté RUE TRIEU DE QUESNOY ZI ROUBAIX EST 59115 LEERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du contrôle de la gestion des produits dangereux et des équipements de sécurité incendie du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTEREP
- RUE TRIEU DE QUESNOY ZI ROUBAIX EST 59115 LEERS
- Code AIOT : 0007003222
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INTEREP, dont le siège social est situé Rue du Trieu du Quesnoy, Z.I. Roubaix - Est à LEERS (59115), exploite, à la même adresse, une unité de fabrication de caoutchouc cellulaire étanche, à usage industriel.

Ce caoutchouc cellulaire étanche, dénommé également caoutchouc à cellules fermées, peut se présenter sous forme de blocs (ou feuilles : blocs refendus) ou de profilés.

Créée en 1947, la société INTEREP était initialement implantée sur la commune de FOREST SUR MARQUE. Depuis 2004 et jusque décembre 2008, la société a déménagé progressivement l'ensemble de ses activités sur le site de LEERS.

Outre la fabrication de produits finis prêts à être transformés (façonnage), l'exploitant réalise de la recherche et du développement pour de nouveaux produits.

Les principales caractéristiques du produit fabriqué (caoutchouc cellulaire étanche) sont l'étanchéité, la souplesse et la caractéristique isothermique. Les principales utilisations découlent de fait de ces caractéristiques: joints découpés, bandes, feuilles pour étanchéité, isolation, insonorisation.

Les activités de la S.A. INTEREP font l'objet d'un arrêté préfectoral, en date du 24 novembre 2004, accordant l'autorisation d'exploiter un bâtiment pour le stockage de produits fabriqués (objets en caoutchouc et textiles enduits) et pour la vulcanisation à LEERS.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2014 met à jour la situation administrative de l'établissement.

Le 1er juin 2015 est entré en vigueur le décret du 3 mars 2014, qui modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour la mettre en adéquation avec le règlement CLP (classification, étiquetage et emballage des substances chimiques et des mélanges). Par courriers en date des 21 juin 2016 et 26 octobre 2017, la société a demandé à bénéficier du principe des droits acquis prévu par l'article L. 513-1 du code de l'environnement.

Le 20/12/2017 la préfecture a donné acte de la déclaration de la société.

Les activités de l'établissement sont soumises :

- à autorisation pour la rubrique :

n° 2562-1 - chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus;

- à enregistrement pour les rubriques :

n° 2661.1 - transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression;

n° 2663.1 - stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre entrée/sortie des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 16	Sans objet
2	Connaissance	Arrêté Préfectoral du 24/11/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des produits - étiquetage	article 15	
3	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 20	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant gère correctement les produits dangereux utilisés et les équipements de sécurité incendie de son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre entrée/sortie des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrée/sortie des produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant saisit les entrées sorties des produits dangereux sur son ERP. À partir de cet outil et du fichier de données de sécurité des produits dangereux, il est en mesure d'extraire la quantité de produits dangereux présente sur le site. L'exploitant a présenté un plan général des stocks, ce plan mentionne la localisation des produits stockés suivant son code article. Le code article est une référence commune aux informations de l'ERP et du fichier de données de sécurité. Les informations sont sauvegardées sur un serveur du siège ce qui permet de garantir l'accès à l'information en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits – étiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans les installations, en particulier, les fiches de

<p>données de sécurité prévues par le code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisible le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Les recommandations et les consignes de sécurité édictées par les fiches de données de sécurité doivent être scrupuleusement respectées par l'exploitant. L'exploitant doit également disposer des produits et matériels cités par ces fiches pour être en mesure de réagir immédiatement en cas d'incident ou d'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité relatives aux produits présents sur le site.</p> <p>L'inspection a consulté les fiches pour les produits référencés 2SBR et 3ZNO, cette consultation a permis de s'assurer de la conformité de leurs conditions de stockage. L'inspection constate la présence des noms des produits et des symboles de danger sur les fûts, réservoirs et autres emballages.</p> <p>Les opérateurs exposés ont suivi une formation aux risques chimiques.</p> <p>La mise à jour des fiches de données de sécurité est assurée par le personnel du laboratoire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Cuvettes de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitements des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <p>dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</p> <p>dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).</p> <p>Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans les conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p> <p>La traversée des capacités de rétention par des canalisations transportant des produits, incompatibles avec ceux contenus dans les réservoirs ou récipients situés dans ladite capacité de rétention, est interdite.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p>

Constats :
L'inspection constate le stockage sur rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols. Les liquides inflammables sont placés sur bac de rétention et stockés dans une cellule dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. (Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement). L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
Constats : L'exploitant a réalisé une analyse des risques et a retenu deux scénarii : L'incendie du stockage intérieur le plus important et l'incendie du local produits inflammables, la modélisation des flux thermiques montre que le rayonnement thermique de 5kw/m ² ne dépasse pas les limites de propriété. L'exploitant a complété et transmis son plan général présentant les différents risques sur le site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2004, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - de 2 appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. - des robinets d'incendie armés de 40 mm seront installés conformément aux normes NF S 61 201

et S 62 201 ; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel - de protections individuelles permettant d'intervenir en cas de sinistre.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats :

L'exploitant a présenté un courrier du SDIS du 17 août 2023, attestant de l'existence, l'accessibilité, la signalisation et le fonctionnement des 2 points d'eau. Une mesure de débit des deux hydrants a été réalisée le 28/09/2023 par la société Eurofeu. La mesure de débit est de 149 et 229 m³ sans préciser s'il s'agit d'une mesure en simultanée.

Les extincteurs ont été vérifiés le 28/09/2023 par la société Eurofeu et le rapport présenté atteste de leur bon fonctionnement.

Les robinets incendies armés (RIA) ont été vérifiés par la société EUROFEU le 28/09/2023, le procès verbal fait état d'un bon fonctionnement du parc.

Les blocs autonomes d'éclairage de sécurité ont été vérifiés le 10/01/2024 par la société EUROFEU, les 3 blocs défectueux signalés dans le rapport ont été changés.

La détection incendie a été contrôlée par la société EUROFEU le 10/01/2024, le procès verbal de cette vérification ne mentionne aucun dysfonctionnement.

Le système de désenfumage a été vérifié le 06/02/2024 par la société CSMI, le rapport ne mentionne aucun mauvais fonctionnement. L'exploitant a transmis le bon de commande pour le remplacement des cartouches de gaz mentionnées au rapport.

L'exploitant a présenté le rapport de la société CSMI pour la vérification des portes coupe-feu (PCF) le 06/02/2024, l'inspection relève le mauvais fonctionnement de la porte REP 6 - atelier mélange. La réparation de la porte doit intervenir dans les prochains jours.

Pour la mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie, 35 personnes en juin et 15 en juillet 2023 ont suivi la formation premier témoin Niveau 2 en unité mobile légère (UML).

L'exploitant a planifié pour le 2^e semestre la formation d'équipier de 1^{er} intervention, le bon de commande pour la formation de 32 personnes a été transmis à l'inspection. L'exploitant a également transmis à l'inspection le bon de commande pour la réalisation d'une formation à l'utilisation des RIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que les prochaines mesures de débit des hydrants soient réalisées en simultané.

La société CSMI indique que des palettes rendaient difficile l'accès au coffret de commande de désenfumage de l'atelier triage refonte. L'exploitant s'assure que les coffrets soient en permanence facilement accessibles.

L'exploitant transmet à l'inspection dans un délai de 4 mois le contrôle de la remise en conformité de la porte coupe-feu « REP6 » et les attestations de formation des formations UML 1 et de la formation à l'utilisation des RIA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois